

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le 28 mars 2024

Nos réf. : SAU/NC/MI n° 24-131

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BONNETERIE DE SAINT ANDRE**

37, Avenue WILSON  
10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS

Code AIOT : 0005702352

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07 mars 2024 dans l'établissement BONNETERIE DE SAINT ANDRE implanté 33 Rue des Frères Gillet, 33A37, 10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du suivi de la cessation d'activité du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BONNETERIE DE SAINT ANDRE
- 33, Rue des Frères GILLET - 33 A 37 – 10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS
- Code AIOT : 0005702352
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BONNETERIE DE SAINT-ANDRÉ est un établissement secondaire d'une société éponyme toujours active.

L'établissement secondaire BONNETERIE DE SAINT-ANDRÉ était spécialisée dans la teinture et l'apprêt de matières textiles, ce qui correspond actuellement à la rubrique 2330 de la nomenclature des ICPE. Les installations qu'il exploitait étaient autorisées à fonctionner par arrêté préfectoral n°94/990A du 5 avril 1994.

Par courrier du 9 décembre 2015, l'exploitant a indiqué l'arrêt de toute activité. L'établissement secondaire BONNETERIE DE SAINT-ANDRÉ a été placé en liquidation judiciaire le 19 janvier 2016.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Sites et sols pollués

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement, article R.512-39-1 (version en vigueur avant le 01 juin 2022)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Détermination de l'usage futur du site	Code de l'environnement, article R.512-39-2 (version en vigueur avant le 01 janvier 2023)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Réhabilitation du site	Code de l'environnement, article R.512-39-3 (version en vigueur avant le 01 juin 2022)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La cessation d'activité du site n'est pas menée à son terme : seule la notification prévue à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement a été partiellement réalisée.

Un arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant, représenté par son liquidateur judiciaire, est proposé à la signature de Madame la Préfète de l'Aube.

Il est à noter qu'à ce stade, même si le représentant des propriétaires du site (consorts Girardin et société FY Dryate propriétaires à SAINT ANDRE LES VERGERS (10120) Rue des Frères Gillet, des parcelles cadastrées section AK n°663 – 664 – 703- 705 et 861 (appartenant aux Consorts GIRARDIN) et section AK n°460-1115-1116-1117-1118-1119-1120 (appartenant à la FG DRYATE)), Maître Thierry BELLET, Notaire, a fait part à l'Administration le 19 mars 2024 par courriel que Maître Stéphane MAIGROT, liquidateur judiciaire de la Société Bonneterie de Saint André aurait indiqué ne pas avoir mené les démarches jusqu'à son terme, puisque le tribunal aurait mis fin à sa mission pour « insuffisance d'actif », l'inspection des installations classées estime nécessaire de poursuivre la procédure administrative jusqu'à transmission des éléments officiels actant l'impécuniosité de la liquidation.

Par ailleurs, il est à noter que même si des bâtiments ont été détruits et que les propriétaires ont évacué une quantité importante de terres (qui selon les dires semblaient polluées), aucun élément permettant de justifier actuellement de la compatibilité du site avec un quelconque usage n'a été transmis par le représentant de l'exploitation antérieure.

Aussi, dans l'attente de la transmission des données, il est proposé, par principe de précaution, d'engager une procédure de servitudes d'utilité publique mentionnant explicitement l'absence de connaissance des services de l'État sur l'état réel des sols et la nécessité de réaliser un diagnostic précis des sols, sous-sols et des eaux souterraines assorti à une démonstration de la compatibilité des usages, une fois ceux-ci définis. Un projet de servitudes est également joint à ce rapport. Dès retour de la procédure de contradictoire inhérente à la rédaction de ce rapport, la procédure de servitudes d'utilité publique pourra être engagée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mise en sécurité du site

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.512-39-1 (version en vigueur avant le 01 juin 2022)
<b>Thème(s) :</b> Autre, Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie à la Préfète la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.  II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1°) L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2°) Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3°) La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4°) La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
<b>Constats :</b> Le liquidateur judiciaire a réalisé, pour le compte de l'exploitant en application de l'article L.641-9 du code du commerce, la notification de la cessation d'activité des installations par courrier du 2 mars 2018. Toutefois, cette notification mentionne que la cessation d'activité du site a débuté avant 2016, année de la mise en liquidation de la société, et que le liquidateur ne dispose donc d'aucun élément sur ce site. Il apparaît ainsi que cette notification est incomplète, notamment sur les mesures prises pour surveiller les effets de l'installation sur son environnement, qui restent d'actualité malgré la destruction des bâtiments. Il a été constaté lors de la visite d'inspection que l'interdiction d'accès au site n'est pas assurée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Détermination de l'usage futur du site

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.512-39-2 (version en vigueur avant le 01 janvier 2023)
<b>Thème(s) :</b> Autre, Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.  II. Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au Maire ou au Président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps à la Préfète une copie de ses propositions.
<b>Constats :</b> La notification prévue à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement a été transmise aux services de la préfecture par courrier du 02 mars 2018. Malgré une relance du liquidateur judiciaire formulée par lettre préfectorale du 05 avril 2022 de procéder à la détermination de l'usage futur du site, aucune démarche associée n'a été notifiée à ce jour à la préfecture.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Réhabilitation du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.512-39-3 (version en vigueur avant le 01 juin 2022)
<b>Thème(s) :</b> Autre, Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet à la Préfète dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation.
<b>Constats :</b> Aucun mémoire concernant la mise en compatibilité du site avec les usages futurs déterminés par ce dernier n'a été transmis aux services préfectoraux à ce jour.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Dans la mesure où le prérequis de détermination de l'usage futur des sols n'a pas été rempli par l'exploitant (auquel doit se substituer le liquidateur judiciaire de la société), cette prescription fait l'objet d'un simple rappel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite